

**90 ans de luttes sociales
pour défendre notre
Office et les personnels**

Une histoire d'hommes et de femmes

Au travers de ce diaporama vous allez découvrir ou vous remémorer des périodes, des luttes.

Au travers de photos plus ou moins anciennes, vous allez découvrir, reconnaître des collègues qui ont été acteurs de cette histoire. Certains ont vieilli, d'autres changé...

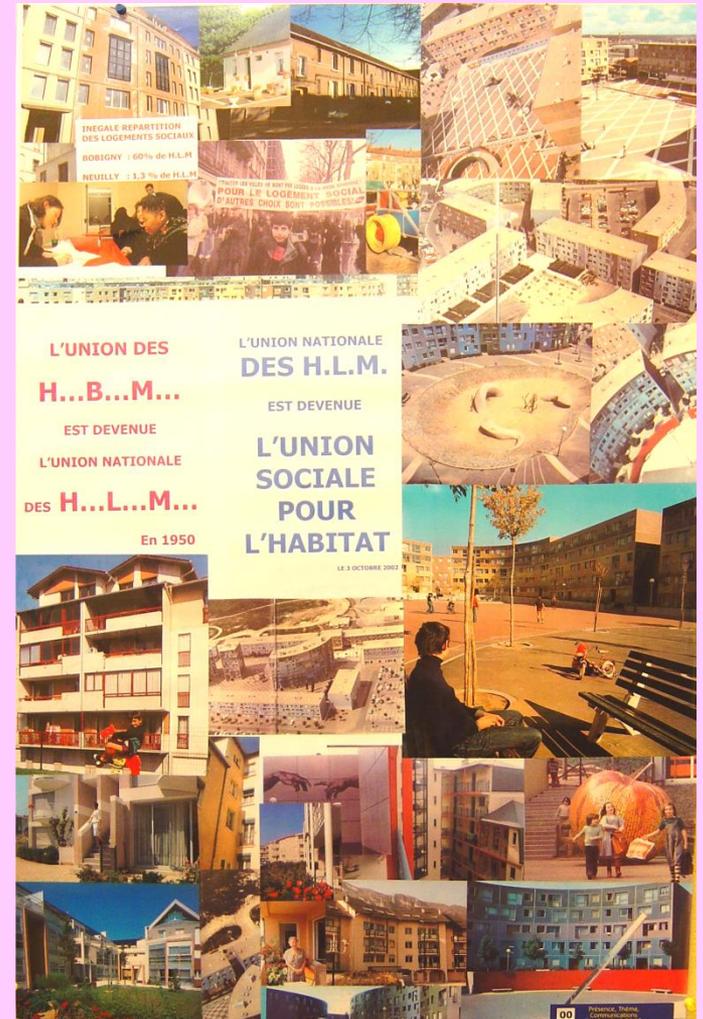
A vous de la compléter, de l'enrichir

et de poursuivre cette histoire passionnante et riche

En 90 ans, des milliers de logements construits, réhabilités, entretenus.....

Le fruit du travail

- des différentes générations de salariés
- de luttes des personnels avec leur syndicat **C.G.T.**, des associations de locataires, de la population, des élus...



Le logement un besoin fondamental



LA CRISE DES LOYERS. FEDERATION NATIONALE ET INTERNATIONALE DES LOCATAIRES
8 — Déménagement, par la Fédération, du Chansonnier Léonce Paco. Le « Tout-Montmartre » des Cabarets est
là. Au premier plan: le nain Delphin. ND Phot. L. FORTIN 4. XI. 12

1945 RELEVER NOTRE PAYS



1945

- 400 000 logements détruits.
- 1 500 000 logements endommagés.
- toutes les villes de plus de 50 000 habitants ont été touchées à l'exception de deux.
- Un retard considérable par rapport aux autres pays européens : 300 000 logements sociaux seulement.
- Un patrimoine immobilier vétuste.

RECONSTRUIRE ET CONSTRUIRE

Après la guerre la reconstruction démarre. L'urgence et le modernisme ont leurs exigences : il faut tout préfabriquer et contrôler les loyers sous la pression des amicales de locataires. La mode et l'architecture reprennent leur place. Industrialisation et architecture arrivent à s'entendre.

Le 3 septembre 1947, la nouvelle loi sur les H.B.M. rend obligatoire l'élection de deux représentants des locataires dans les conseils d'administration (mesure abrogée en 1963)

Des militants des mouvements familiaux se lancent dans des actions de squatage. Parmi eux, une héroïne, l'angevine Christine Brisset qui fera loger 800 familles en 10 ans.

Elle sera, en 1950, la fondatrice de la « société des castors angevins ». Avec elle, le « mouvement Castors » prend son élan : échange de compétences, apport de travail, temps pris sur les loisirs permettront à des milliers de familles de construire leur « chez soi ».

LOI DE 1948.

La loi du 1^{er} septembre 1948 définit le rapport entre bailleurs et locataires et institue un régime d'allocation logement. Ce régime se développe jusqu'en 1972 pour déterminer un loyer au plus juste, en tenant compte du capital investi, de l'entretien, des frais de gestion, du service rendu, du rapport entre loyer et revenus.

La nouvelle loi détermine la surface corrigée et amène une foule de locataires dans les permanences des associations.

1950 : NAISSANCE DES H. L. M.

En 1950, les H.B.M. « habitations à Bon marché » deviennent les H.L.M. « Habitations à Loyer Modéré ». L'état s'engage plus fermement en faveur du logement.

Un plan gouvernemental de construction de 240 000 logements par an est décidé en 1953. Le 1% logement est rendu obligatoire. Les premières réglementations techniques apparaissent. La construction reste timide et l'investissement public va en priorité à la guerre d'Indochine qui absorbe une importante masse de crédits.

UN PORTE PAROLE DES HOMMES SANS VOIX.

Le 4 janvier 1954, un enfant meurt de froid dans un abri de fortune édifié par l'abbé Pierre, un capucin, ancien député devenu chiffonnier avec ses compagnons de la communauté d'Emmaüs. L'abbé Pierre lance son appel. En quelques heures, la France va découvrir l'ampleur de la pénurie, les taudis et les cités d'urgence qui tuent.

FRANCE

0,57€



2012 - Centenaire de la loi Bonnevey Les offices d'HLM
ANDREOTTO

Phil@poste

LES H.B.M. DEVIENNENT H.L.M

Quatre vingt dix-neuf ans de... 1971. Le Jeudi, 19 Mars. Numéro 12 Juillet 1968.

JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE

LOIS ET DÉCRETS

Art. 17. — L'appellation « Habitations à loyer modéré » est substituée dans les textes législatifs et réglementaires en vigueur à l'expression « Habitations à bon marché ».
Les Offices publics d'habitations à bon marché, les Sociétés anonymes ou Coopératives d'habitations à bon marché et les Fondations d'habitations à bon marché prennent obligatoirement le nom de : Office public d'habitations à loyer modéré, Société anonyme ou Coopérative d'habitations à loyer modéré, Fondation d'habitations à loyer modéré.



OFFICE PUBLIC
D'HABITATIONS
A BON MARCHÉ
DEPARTEMENT
DE LA SEINE

BUREAUX : 32 QUAI DES CÉLÉSTINS - PARIS IV
TEL : ARCHIVES - 46-68

Les personnels avec la C.G.T. au côté des locataires pour obtenir les moyens de construire, réhabiliter, entretenir



ACTEURS DU DROIT AU LOGEMENT

SITUATION DIFFICILE DES LOCATAIRES.

La loi du 31 mai 1990 garantit le droit au logement comme devoir de solidarité pour l'ensemble de la nation.

Depuis 1991, les dépenses de logement dépassent les dépenses d'alimentation. Il ne faut pas oublier les difficultés rencontrées par un nombre croissant de familles touchées par le chômage, le travail précaire et le cumul de divers handicaps.

Répondant aux besoins nés des difficultés de la société française, le logement social accueille un nombre croissant de familles démunies.

Ainsi en 1997, 60 % des ménages arrivant en H.L.M. disposent de ressources inférieures à environ 1,5 fois le SMIC pour un couple avec enfant. Les gestionnaires essaient de maintenir la diversité et la mixité de l'habitat, seules garanties de la cohésion sociale, de l'équilibre des quartiers et d'une véritable insertion des habitants.

PARTENAIRES DE LA VILLE.

Des contrats de ville entre les organismes H.L.M. et les villes existent depuis 1991 et permettent de travailler en commun avec les collectivités territoriales (villes - groupements de communes-départements...)

En 1997, plus du quart du patrimoine H.L.M. est situé dans des zones urbaines où les problèmes sont multiples. De nouvelles approches de la réhabilitation et de la concertation avec les élus locaux et les habitants sont expérimentées pour préserver ou retisser le lien social mis à mal par les problèmes quotidiens.

LES HABITANTS AU CŒUR DES METIERS.

Gestionnaire de 4 millions de logements, les acteurs du logement social sont devenus avant tout des maîtres d'ouvrage de services. De nombreux travaux, de nouveaux équipements permettent de réhabiliter et adapter l'habitat existant aux besoins actuels. Cela conduit à modifier le contenu du métier de gardien et à en créer de nouveaux.

Depuis 1982, plus de 4 000 logements ont été loués à des centres d'hébergement et 20 000 à des associations d'insertion avec un bail glissant.

HABITER DEMAIN.

En 1997, 56% des ménages sont propriétaires de leur logement.

Des taux très faibles ou à taux zéro % peuvent aider certains ménages qui veulent devenir accédants de leur logement.

En ce début du 21^{ème} siècle, avec les populations qui connaissent la crise, le chômage, l'incertitude, la perte d'espoir, sources de rancœurs et d'insatisfactions, il nous faut remettre en question notre conception de l'habitat.

La cité H.L.M. doit être un lieu d'ouverture à la société et un apport de services où chacun est un élément de la mise œuvre d'une politique partagée individuellement ou collectivement.



«PLACE DE LA COQUILLE» CHANTELOUP LES VIGNES



LOGEMENTS SOCIAUX A CHANTELOUP LES VIGNES



«PLACE DU BESTIAIRE» CHANTELOUP LES VIGNES

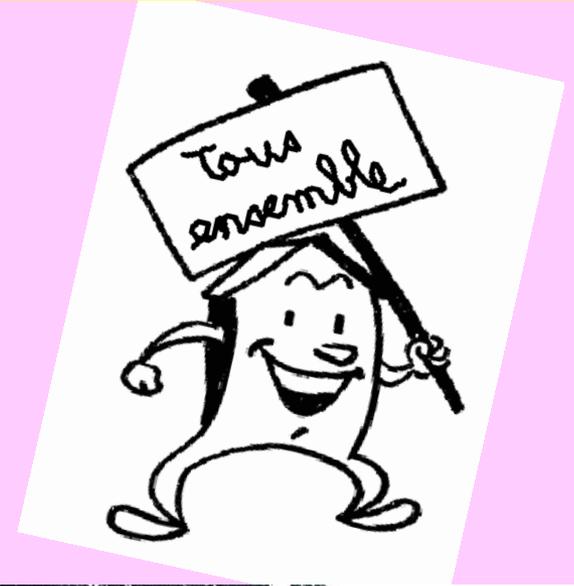


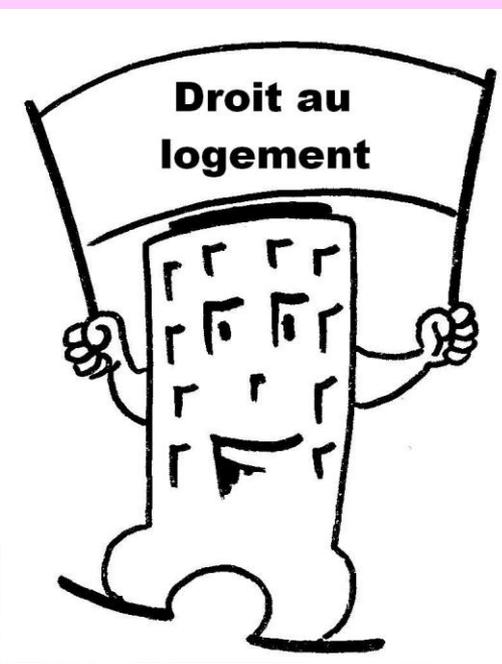
« ETE VERT » CHANTELOUP LES VIGNES

NON À LA CASSE DU LOGEMENT SOCIAL

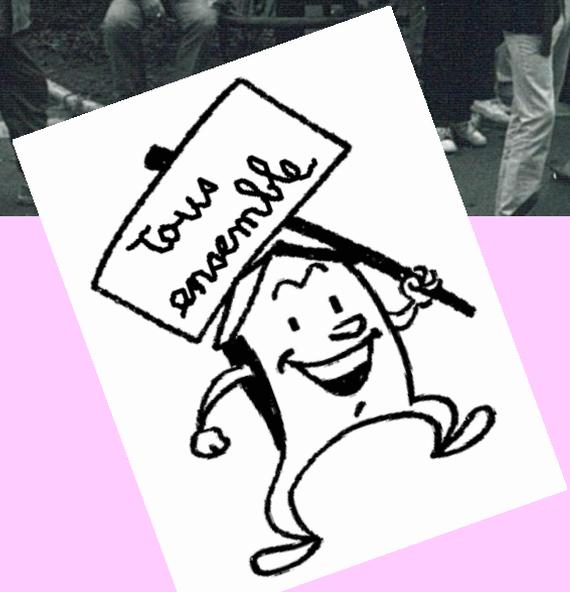


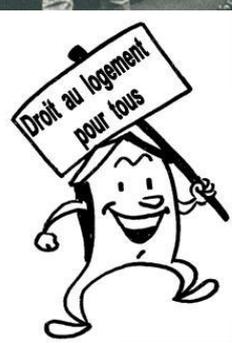
Nombreuses luttes sur Argenteuil





**CGT SYNDICATS DES PERSONNELS FSM
DE L'OFFICE PUBLIC
INTERCOMMUNAL d'H.L.M.
ARGENTEUIL BEZONS**





JEUDI 13 JUN 1996

MANIFESTATION POUR LE SERVICE PUBLIC ET

le Droit au Logement




L'Etat refuse d'assumer ses responsabilités pour permettre à chacun d'obtenir un logement de qualité à un prix abordable. Il autorise les bailleurs privés à faire payer le prix fort aux locataires. Il contraint les organismes publics à réduire les services rendus aux locataires tout en augmentant les loyers et les charges alors que les besoins vont grandissants. Au lieu de financer ce Droit inscrit dans la constitution, l'Etat s'enrichit sur le dos des locataires. Les Echos IMMOBILIER du 27/04/95 révèlent que le compte du logement rapporte davantage à l'Etat qui lui en coûte.

les Echos IMMOBILIER

ENQUÊTE ♦ 120 milliards de dépenses, 212 milliards de recettes

Le logement, une très bonne affaire pour l'Etat

Selon le Compte du logement à paraître dans les prochaines semaines (1), le secteur du logement a coûté 120 milliards de francs à la collectivité publique mais lui a rapporté plus de 200 milliards, sous forme de TVA, taxes et impôts divers. Ce « bénéfice » devrait encore croître durant les prochaines années. Une réalité qui rend suspectes les affirmations selon lesquelles l'effort budgétaire en faveur de ce secteur ne peut pas dépasser son niveau actuel.

JEUDI 13 JUN 96

TOUS ENSEMBLE

RENDEZ VOUS à

17H00 Cité Champagne

Opération escargot

18H00 devant le Siège de

Office HLM (39 Bd Léon Feix Argenteuil)

MANIFESTATION

en direction de la

SOUS-PREFECTURE

- Le Droit au logement passe par*
- ✦ La suppression du surloyer, le gel des loyers
 - ✦ L'abaissement des taux d'intérêt des emprunts et l'allongement de la durée des remboursements (moins 1% des taux d'intérêt = moins 10% du prix des loyers)
 - ✦ La **ré négociation de la dette de notre office HLM.**
 - ✦ Une revalorisation de 20% de l'APL
 - ✦ Le rétablissement du 1% logement (au lieu de 0,45% actuellement).
 - ✦ La **baisse de la TVA** (à 5,5% comme pour les produits de premières nécessités au lieu de 20,6%) et de l'imposition fiscale (taxes foncières, taxes sur les salaires...)
 - ✦ Une **aide accrue pour entretenir, réhabiliter, construire à des prix abordables** (les besoins sont immenses: des milliers de demandes de logements, des centaines de logements à réhabiliter, et en plus c'est bon pour l'emploi: 1 logement construit = 2 emplois créés.)

Le président de l'office HLM porte plainte contre les "décorateurs"

Les affichettes accusant Georges Mothron d'être le «fossoyeur» du logement social se multiplient dans la ville. En tant que président de l'office, ce dernier a déposé plainte, jugeant que ces documents portent atteinte à son honneur.

Le climat se détériore à Argenteuil, entre le maire et la CGT. Mercredi dernier, Georges Mothron a annoncé qu'il avait déposé plainte pour diffamation et injure publiques.

Le député-maire UMP, agissant en tant que président de l'office intercommunal d'Argenteuil-Bezons (OAB), qui gère les quelque 12 000 logements HLM d'Argenteuil, Bezons et Montigny, estime que les affiches et les tracts, placardés aux quatre coins de la ville (sur des containers à poubelles, au siège de l'office, sur la dalle, sur la devanture de la sous-préfecture ou de la permanence du candidat aux législatives) ainsi que des lettres ouvertes, portent gravement atteinte à [son] honneur et à [sa] considération et mettent en cause [sa] dignité et le rôle dû à [ses] fonctions. Ces documents sont écopés par la CGT. Droit au logement. L'identité des personnes a participé à leur rédaction. Leur diffusion m'est revenue inconnue, souligne le député-maire. Relevés par huissier de justice, les documents en question accusent nommément l'élu de se mettre «hors la loi», ou encore d'être le «fossoyeur du logement



Mercredi dernier, sur la Dalle, le "comité d'accueil" de la CGT au député-maire de l'Office, qui est venu les saluer avant une réunion sociale. Enfin, certains passages des lettres ouvertes, qui n'ont pas été relevés par huissier de justice, les documents en question accusent nommément l'élu de se mettre «hors la loi», ou encore d'être le «fossoyeur du logement

(Dominique Lesparre, PCF, Nouv.) Je dis depuis des mois qu'on est en phase de test, qu'on attend la synthèse fin avril, qu'on corrigera le tir s'il y a des soucis. Ce n'est pas en agissant ainsi qu'on corrigera les choses. La CGT ne voit pas les choses ainsi. Pour elle, «les tâches supplémentaires confiées aux gardiens mobilisent un temps largement plus important que le temps gagné sur la sortie des poubelles. Ils devront accomplir ces nouvelles tâches administratives au détriment des travaux d'entretien de la cité». La CGT propose un emploi précaire pour un travail pénible, non valorisant. Aux syndicats qui accusent le maire de «refuser le dialogue», Georges Mothron souligne avoir reçu 80 des 95 gardiens de l'office. «La manifestation n'a concerné qu'un tiers d'entre eux. Certains leur mettent dans la tête qu'on va externaliser la fonction de gardien. C'est faux! On a démenti. La situation restera la même concernant les logements qui leur sont alloués».

La CGT et la Confédération nationale du logement (CNL 95) en sont à l'origine Une pétition contre le projet de "privatisation" de l'Office HLM d'Argenteuil-Bezons

La transformation de l'Office HLM en OPAC continue de rencontrer une opposition des associations et syndicats. Le maire (PCF) de Bezons pense avoir les moyens de contrer la volonté du député-maire d'Argenteuil, Georges Mothron (UMP).

Georges Mothron s'attendait-il à une telle levée de boucliers? La mobilisation, en tout cas, continue de plus belle contre le projet du député-maire UMP d'Argenteuil et président de l'Office HLM, de changer les statuts de l'établissement qui deviendrait un OPAC (Office public d'aménagement et de construction). Une modification que les syndicats, associations et opposants politiques assimilent à une «privatisation» qui aurait comme conséquence de transformer l'Office en «entreprise de commerce», avec à la clé augmentations de loyers, réductions de personnel... Une crainte rejetée par Georges Mothron, qui juge le combat des

opposants «d'arrière-garde» et estime que l'Office doit «se doter des méthodes de gestion moderne d'une entreprise». Depuis l'annonce du projet et le vote en conseil d'administration d'une délibération lançant la procédure, la CGT et la Confédération nationale du logement (CNL 95) sont montés au créneau. La semaine dernière, tous les acteurs opposés au projet se sont réunis et ont décidé de lancer une campagne de signatures auprès des locataires, des personnels et plus largement aux citoyens qui veulent agir pour améliorer et développer un service public du logement», souligne Henri Zletaoui, délégué CGT à l'Ophlm. Les opposants ont par ailleurs décidé de maintenir la pression en se rassemblant devant l'Office HLM, le 22 décembre, à l'occasion d'un conseil d'administration, «pour nous faire entendre par le dialogue ou au son des tambours si nécessaire», ajoute le représentant CGT à l'Office HLM. Mais un autre élément de poids pourrait peser dans la balance. Le maire de Bezons,

Dominique Lesparre (PCF), estime en effet avoir les moyens de contrer le projet. Après avoir dit "non" lors du «seul conseil d'administration où a été posée la question du changement de statut», l'élu compte faire jouer une carte-maîtresse. Président d'un syndicat intercommunal d'Argenteuil-Bezons chargé d'avaler toute décision concernant l'Office, Dominique Lesparre souligne que la procédure de transformation en OPAC devra être validée par ce syndicat, «sinon la décision du conseil d'administration ne vaut pas grand chose. Sachant que nos villes ont chacune 3 voix, la situation est bloquée». Opposé «sur le fond» à un projet qu'il considère aussi comme une «privatisation» («pour les locataires ce ne sera plus la logique sociale mais de rentabilité qui primera»), l'élu s'étonne que le député-maire d'Argenteuil veuille «passer en force», alors qu'une discussion nationale est sur le point d'ouvrir pour unifier le statut des offices HLM. D.C.

Dans la presse

la cgt

DROIT AU LOGEMENT

EN LUTTE!

Tous ensemble

agissons pour défendre le Service Public du logement social.

H.M. ARGENTEUIL BEZONS

UNITE SOLIDARITE & GREVE

Le Parisien 07141104

La grève reconduite à l'office HLM

Social

La grève reconduite à l'office HLM

CORNE DE BRUME et sifflets en action: en grève, une quarantaine de gardiens de l'office HLM d'Argenteuil-Bezons ont bruyamment investi le hall de la mairie d'Argenteuil hier matin. Ils souhaitent rencontrer le député-maire RPP et président de l'office, Georges Mothron, mais sans y parvenir. A l'issue d'une nouvelle assemblée générale, «face aux refus de dialogue», les gardiens CGT ont voté la poursuite de la grève aujourd'hui. Une nouvelle assemblée générale, à partir de 9 heures ce matin, doit décider de la suite du mouvement et des actions qui seront menées.

«Les manifestants n'ont pas eu d'entretien avec le président de l'office», confiait-on hier au cabinet de Georges Mothron avant même que les gardiens n'aient été admis dans la mairie. «Georges Mothron ne veut pas subir la pression exercée par les syndicats. Mais, contrairement à ce qui est dit, il y aura des discussions avec les gardiens, il y aura une négociation.»

Dans un document écrit à l'intention des locataires, la CGT de l'office explique les motifs de son mouvement. «La question centrale qui nous est posée est celle de l'amélioration de la qualité du service rendu. L'office est engagé dans une politique de restriction qui conduit à faire payer les locataires et le personnel. Pour les locataires cela se traduit par une hausse de loyer de 3 %, un manque d'entretien, des réhabilitations payées au prix fort, l'augmentation des expulsions. Pour le personnel, l'augmentation des effectifs, la remise en cause de la réduction des effectifs, la centralisation au détriment des locaux éloignant les locataires des lieux de destination.»

LES QUELQUES 12 000 locataires de l'office HLM d'Argenteuil-Bezons, répartis sur les deux communes, mais aussi à Montigny-les-Corbières, vont changer de régime. Le président de l'office, le député-maire d'Argenteuil, Georges Mothron (UMP), a entamé une procédure de transformation en Opac qui provoque la colère des locataires CNL. Ces derniers dénoncent une privatisation de l'office et appellent à un premier rassemblement de protestation le 4 décembre.

Dans un document écrit à l'intention des locataires, la CGT de l'office explique les motifs de son mouvement. «La question centrale qui nous est posée est celle de l'amélioration de la qualité du service rendu. L'office est engagé dans une politique de restriction qui conduit à faire payer les locataires et le personnel. Pour les locataires cela se traduit par une hausse de loyer de 3 %, un manque d'entretien, des réhabilitations payées au prix fort, l'augmentation des expulsions. Pour le personnel, l'augmentation des effectifs, la remise en cause de la réduction des effectifs, la centralisation au détriment des locaux éloignant les locataires des lieux de destination.»

LES QUELQUES 12 000 locataires de l'office HLM d'Argenteuil-Bezons, répartis sur les deux communes, mais aussi à Montigny-les-Corbières, vont changer de régime. Le président de l'office, le député-maire d'Argenteuil, Georges Mothron (UMP), a entamé une procédure de transformation en Opac qui provoque la colère des locataires CNL. Ces derniers dénoncent une privatisation de l'office et appellent à un premier rassemblement de protestation le 4 décembre.

Dans un document écrit à l'intention des locataires, la CGT de l'office explique les motifs de son mouvement. «La question centrale qui nous est posée est celle de l'amélioration de la qualité du service rendu. L'office est engagé dans une politique de restriction qui conduit à faire payer les locataires et le personnel. Pour les locataires cela se traduit par une hausse de loyer de 3 %, un manque d'entretien, des réhabilitations payées au prix fort, l'augmentation des expulsions. Pour le personnel, l'augmentation des effectifs, la remise en cause de la réduction des effectifs, la centralisation au détriment des locaux éloignant les locataires des lieux de destination.»

ARGENTEUIL - BEZONS

Manifestation contre la privatisation des HLM

Les opposants à la transformation de l'office d'HLM d'Argenteuil-Bezons en Opac ont lancé une pétition à l'issue de leur première réunion du 4 décembre à laquelle ont participé des représentants de

la CGT, des locataires de la CNL, d'un toit pour chacun, de FO Consommateurs, du PCF, des Verts et de LO. «Une campagne de signatures démarre auprès des locataires, des personnels et, plus largement, des citoyens de nos villes qui veulent exprimer leur opposition à la privatisation et agir pour l'amélioration et de développement du service public du logement», indiquent les oppo-

sants. En outre, un rassemblement est prévu pour le 22 décembre à partir de 9 heures lors de la tenue du conseil d'administration de l'office: «pour nous faire entendre par le dialogue ou au son des tambours si nécessaire». Ils ajoutent: «D'autres initiatives vont se développer comme des diffusions de tracts, des collages d'affiches, des rassemblements et des surprises.»

Argenteuil Bezons Montigny

La « privatisation » des HLM contestée

LES QUELQUES 12 000 locataires de l'office HLM d'Argenteuil-Bezons, répartis sur les deux communes, mais aussi à Montigny-les-Corbières, vont changer de régime. Le président de l'office, le député-maire d'Argenteuil, Georges Mothron (UMP), a entamé une procédure de transformation en Opac qui provoque la colère des locataires CNL. Ces derniers dénoncent une privatisation de l'office et appellent à un premier rassemblement de protestation le 4 décembre.

Dans un document écrit à l'intention des locataires, la CGT de l'office explique les motifs de son mouvement. «La question centrale qui nous est posée est celle de l'amélioration de la qualité du service rendu. L'office est engagé dans une politique de restriction qui conduit à faire payer les locataires et le personnel. Pour les locataires cela se traduit par une hausse de loyer de 3 %, un manque d'entretien, des réhabilitations payées au prix fort, l'augmentation des expulsions. Pour le personnel, l'augmentation des effectifs, la remise en cause de la réduction des effectifs, la centralisation au détriment des locaux éloignant les locataires des lieux de destination.»

LES QUELQUES 12 000 locataires de l'office HLM d'Argenteuil-Bezons, répartis sur les deux communes, mais aussi à Montigny-les-Corbières, vont changer de régime. Le président de l'office, le député-maire d'Argenteuil, Georges Mothron (UMP), a entamé une procédure de transformation en Opac qui provoque la colère des locataires CNL. Ces derniers dénoncent une privatisation de l'office et appellent à un premier rassemblement de protestation le 4 décembre.

Dans un document écrit à l'intention des locataires, la CGT de l'office explique les motifs de son mouvement. «La question centrale qui nous est posée est celle de l'amélioration de la qualité du service rendu. L'office est engagé dans une politique de restriction qui conduit à faire payer les locataires et le personnel. Pour les locataires cela se traduit par une hausse de loyer de 3 %, un manque d'entretien, des réhabilitations payées au prix fort, l'augmentation des expulsions. Pour le personnel, l'augmentation des effectifs, la remise en cause de la réduction des effectifs, la centralisation au détriment des locaux éloignant les locataires des lieux de destination.»

«Peaufiner le professionnalisme de l'office»

«En passant les personnels sous statut privé, cela occasionne une augmentation de la masse salariale, ce qui a des conséquences sociales très négatives dans le cadre du projet de rapport au public, ajoute Henri Zeltaoui

(CGT). Cela risque de se traduire par l'augmentation des charges locales ou par la suppression de personnel, donc moins de services rendus.»

Pour Georges Mothron, il s'agit d'un combat d'arrière-garde. «L'Opac du Val-de-Marne est géré par le PCF. Il faudrait que les communistes du Val-d'Oise se modernisent un peu», répondait hier le député-maire d'Argenteuil, lequel explique recherches la meilleure efficacité possible dans la gestion de l'office. «Depuis deux ans, je suis confronté à de grandes difficultés de recrutement, du fait que les jobs sont obligés de recruter dans la fonction

publique territoriale, poursuit-il. Passer sous le régime de l'Opac permettrait de peaufiner le professionnalisme de l'office.»

Il indique aussi que les salariés, qui pourront bénéficier de la reconnaissance de leur travail et à trouver la possibilité de choisir leur statut. Selon lui, les difficultés liées au recouvrement des loyers impayés seraient également moindres avec ce statut. «Au final, les locataires en seront bénéficiaires», promet Georges Mothron.

Précarité

Démolitions de logements sociaux

Casse du Service Public

Fermeture du Service Municipal du logement

Non respect de la légalité

Flambée des loyers

Expulsions

vente d'HLM

Pour la défense du logement social à Argenteuil

Manifestation

Samedi 12 Mai 2007

Rendez vous 10H à la Mairie

STOP à l'épuration sociale

Droit au logement abordable et de qualité pour tous

Confédération Nationale du Logement 95, Comité de Défense des locataires de Joliot Curie, Argenteuil Pluriel, C.G.T. OPHILM et Territoriaux Argenteuil, Union Locale CGT, Collectif d'Initiatives pour la Vie Citoyenne, Parti Communiste Français, Parti Socialiste, Lutte Ouvrière, Les Verts, L.C.R., P.C.O.F.



A la Préfecture



SYNDICATS CGT ET UGICT OPHLM ARGENTEUIL BEZONS

POUR DE VRAIES SOLUTIONS AU PROBLEME DU DROIT AU LOGEMENT

**Non à la double imposition
par le biais des surloyers
Non à la taxation des offices**

**Oui à la baisse des taux d'intérêt
Oui au remboursement de la TVA
Oui à l'allègement des impositions foncières**

**LOCATAIRES, PERSONNELS, ELUS
RASSEMBLEMENT
VENDREDI 9 FEVRIER 96
11H à la Préfecture**

Départ en car: 10H de chaque Antenne et du Siège

**TOUS ENSEMBLE
POUR DAVANTAGE DE JUSTICE**



Au ministère du logement



Fédération des Services Publics
la cgt
DROIT AU LOGEMENT POUR TOUS
Pour une véritable justice sociale
Un grand service public du logement





**Avec la
musique
en plus !**



Congrès H.L.M.



Montpellier,



Nantes,

Lille, Bordeaux, etc.



Mercredi 18 Juin 97

Temps fort pour la défense du Service Public du logement social

A l'occasion de la tenue du Congrès HLM à Lille, la Fédération des Services Publics organise une journée d'action pour la Défense du Service Public du logement social.

En parallèle du Congrès des organismes HLM se tiendra le Congrès pour le Droit au Logement

La C.G.T. et l'UGICT de l'OPHLM invitent l'ensemble des salariés de l'office à participer à cette journée d'action pour exiger:

les moyens d'assurer le Droit au logement pour tous

- ☞ des crédits pour entretenir, réhabiliter les logements
- ☞ le gel des loyers et revalorisation de l'APL de 20%
- ☞ l'abandon du surloyer
- ☞ la construction de logements sociaux à des prix accessibles
- ☞ le développement du Service Public du logement social,
- ☞ l'arrêt des transformations en OPAC
- ☞ la création d'emploi pour assurer un meilleur service de proximité
- ☞ la revalorisation des salaires
- ☞ la reconnaissance de notre métier, un vrai déroulement de carrière

Il est prévu un départ en car vers 7H30 pour nous rendre à Lille. Afin de pouvoir organiser le déplacement il est demandé à chaque agent qui souhaite y participer de s'inscrire.

RALLYE pour l'application du DROIT au LOGEMENT pour tous et PARTOUT

25 villes "Hors la Loi"

Pourcentage de logements sociaux

LA FRETTE 1,05%

LE PLESSIS-BOUCHARD 4,48%

ENGHIEN-LES-BAINS 8,49%

etc... Il manque 6000 logements sociaux sur le Val d'Oise



PARTICIPEZ au RALLYE des villes « Hors la loi ».



POUR UN PLAN D'URGENCE DU LOGEMENT DANS LE VAL D'OISE

7000 logements devraient être construits
 30000 demandes sont en attente
 25 communes du Val d'Oise ne respectent pas la loi S.R.U (20% de logements sociaux)

Collectif Valdoisien du logement

6000 logements sociaux manquants dans le Val-d'Oise

4700 logements sociaux sur Bezons

26 communes ne respectent pas la loi SRU

Auilly	Le Plessis-Bouchard
Avoyers-sur-Oise	Margency
Beauchamp	Manacourt
Bully-sur-Oise	Mériel
Champagne-sur-Oise	Méry-sur-Oise
Corvellec-en-Parisis	Montignou
Deuil-la-Barre	Montmorency
Deuville	Nesles-la-Vallée
Engien-les-Bains	Parman
Frigy-lès	Saint-Denis-tous-Forêt
Herblay	Saint-Les-la-Forêt
Leval-lès-Bezons	Saint-Prix
La Ferté-sur-Seine	Taverny

L'ÉTAT LAISSE FAIRE !

La ville pour tous

bezons



**EDUCATION,
LOGEMENT,
SANTÉ,....**

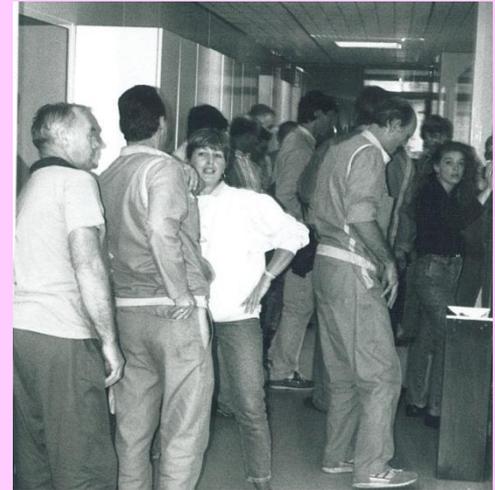
Pour la Défense du Service Public



A l'Office le syndicat C.G.T. rassembleur à l'écoute de l'ensemble des personnels



Les personnels s'invitent au CTP



Halte au clientélisme : concertation et transparence



Quelque soit le pouvoir en place la **C.G.T.** reste indépendante pour la défense des personnels et de l'Office



Halte à la baisse du pouvoir d'achat
Revalorisation des salaires



Halte à la casse des Services Publics
**Un statut pour tous
garant
de l'égalité
de traitement
de tous les
citoyens**

AB-Habitat
la
CGT

Halte à la casse des Services Publics
**Travail
égal
Salaire
égal**



*Les personnels
défilent dans
les couloirs du
siège*



À la mairie



95
EXPRESS

Le Parisien
10/01/2013

Manif des gardiens d'immeuble

ARGENTEUIL

Les gardiens d'immeuble de l'office HLM AB-Habitat se rassemblent ce midi à l'angle des rues Paul-Eluard et Sisley à Argenteuil, à l'appel de la CGT. Ils protestent contre l'agression de deux des leurs par la même personne — le fils d'un des locataires de la cité du Val-Nord — survenue en décembre (notre photo). « Nous condamnons avec la plus grande fermeté ce type d'acte. Chaque agent doit pouvoir exercer sa mission de service public en toute sécurité », insiste la CGT, qui souhaite « que la police agisse avec célérité et rapidité » pour interpellier le suspect. Le syndicat appelle également les locataires à se joindre à leur mouvement. Des poursuites au pénal et au civil ont été engagées par le bailleur.



(C) Maram Guisse

Pour vivre ensemble dans la tranquillité

Solidarité
Respect
Justice



Pour vivre ensemble dans la tranquillité

Préservons les agents de proximité



Halte à la casse des Services Publics



ARGENTEUIL Une procédure d'expulsion de la famille est en cours

Prison ferme pour l'agresseur des deux gardiens



Argenteuil, le 11 janvier. Les gardiens de l'office HLM AB-Habitat s'étaient rassemblés pour soutenir leurs deux collègues agressés, le 26 décembre 2012, par un jeune homme dont la famille est locataire dans la cité. (L.P/Maram Guisse)

Malgré les pressions et les risques de représailles, Robert et Chily ont décidé de témoigner. « Pour que ça serve d'exemple, sinon c'est la porte ouverte à tout. » Les deux gardiens d'immeubles du Val-d'Argenteuil à Argenteuil sont venus raconter, hier à la barre du tribunal correctionnel de Pontoise, l'agression qu'ils ont subie le 26 décembre dernier.

Pour ces violences contre les deux employés d'AB-Habitat, Idriss Camara, 21 ans, a été condamné à deux ans de prison dont dix-huit mois avec sursis. Il a également l'interdiction de paraître à Argenteuil et l'obligation de justifier d'un emploi. Une procédure civile d'expulsion de la famille du jeune homme est actuellement en cours.

« C'est important que la justice suive, a réagi Brahim Terki, directeur délégué aux affaires juridiques

et à la tranquillité publique chez AB-Habitat. Sinon, on aura du mal à recruter des gardiens. Il faut que les gens comprennent qu'il n'y a pas d'impunité. C'est comme ça qu'on arrive à tenir une cité. »

■ Déjà 14 condamnations

Le 26 décembre, Idriss Camara, dont le père habite cet immeuble de la dalle, se présente devant Chily. Il lui demande les clés du local technique où des objets volés ont déjà été retrouvés. Le gardien refuse. Le garçon revient quelques heures plus tard et asperge Chily de gaz lacrymogène. Le jeune homme frappe à la porte de Robert, supérieur hiérarchique de Chily. Il réclame sa demande pour obtenir les clés. Même refus de Robert. Idriss Camara sort alors un couteau de son blouson et menace le gardien devant sa femme et ses enfants. Robert, au physique imposant, parviendra à le mettre dehors.

Le prévenu nie tout. « Je n'étais pas à Argenteuil au moment des faits, se défend-il. Je ne les connais pas. Je suis un bon émissaire, le coupable idéal. » Son téléphone a pourtant été localisé à Argenteuil cet après-midi-là. « C'est celui de mon petit frère », se justifie-t-il.

Une excuse qui n'a visiblement pas convaincu le tribunal. Camara n'est pas un inconnu des services de police. Il a déjà 14 condamnations à son actif. Des faits de vol, de recel, ou encore de conduite sans permis. Lors de l'agression, il sortait tout juste de détention. L'office HLM AB-Habitat gère 12 000 logements dont 8 000 à Argenteuil. Il emploie une centaine de gardiens, qui bénéficient tous de formations, notamment en ce qui concerne la gestion de conflits. L'office procède à une dizaine d'expulsions de familles par an, quand le règlement d'un conflit à l'amiable a échoué.

PAULINE CONRADSSON

Les directions cherchent à diviser :

Solidaire, la C.G.T rassemble et unit les personnels pour être efficace pour TOUS

AB-Habitat
cgt

Pour la revalorisation des bas salaires et stopper la baisse du pouvoir d'achat

Agissor



Salaires
l'intervention des personnels est déterminante

Assemblée des personnels
Jeudi 31 Janvier 10H30 au siège

AB-Habitat

100 EURO



Un syndicat qui agit

Unitaire et Solidaire



à l'écoute de l'ensemble des personnels

AB-Habitat
cgt

J'SUIS UNE FEMME ET PAS QUE LE 8 MARS

8 Mars : Journée de lutte pour les droits des femmes

En France les femmes représentent 75% des salariés à bas salaires.

Agissons ensemble

Halte à la baisse du pouvoir d'achat

Revalorisation des métiers "féminisés"

L'égalité partout

Mettre fin aux violences

Stop aux disparités

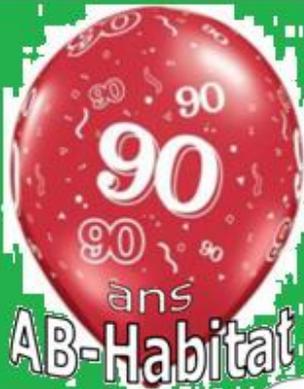
tout le monde y gagne !

www.cgt.fr

Unis et solidaires contre les discriminations



AB-Habitat
cgt



Acquis sociaux
obtenus par
les personnels
avec la C.G.T.



Congés
supplémentaires

Chèques déjeuners

Revalorisation
des
salaires

Financement par
l'employeur des activités
sociales, culturelles,...

Mutuelle
Prévoyance

Prime
annuelle

Chèques vacances

Compte
épargne
temps

Harmonisation des
acquis par le haut

Subrogation en cas
d'arrêt maladie

Horaires
variables

Prime de vêtement,
de nettoyage,...

Autorisation d'absence aug-
mentation du nombre de jours

Intéressement

Logement de
fonction gardiens

Prime de rentrée scolaire
Participation aux activités
scolaires, sportives, ...
Sorties, voyage, sport
d'hiver, ... Fêtes : Noël,
lutte des femmes,
Solidarité lors
d'événements familiaux
(naissance, mariage) et
départ en retraite. ... etc

et bien d'autres acquis en matière de conditions de travail, d'hygiène, de sécurité, de formation, ... Rien n'est tombé du ciel il a fallu l'implication, la détermination et la persévérance de votre syndicat C.G.T. avec les personnels pour obtenir ces acquis.

Unitaire - Solidaire - Efficace : avec la **C.G.T.**
écrivons ensemble de nouvelles pages d'histoire

Pour être encore
plus efficace,
solidaire,
unitaire :

Rejoins la



*Sois acteur, apporte tes
propositions, tes idées,
tes réflexions, ...*

*Prends contact avec un
membre de la C.G.T.*



**Malgré les imperfections, les erreurs,
certains mauvais choix de l'Office,...**

**Nous pouvons être fiers de
notre Office, de son
patrimoine et de la
qualité du service rendu.**

**C'est le fruit de notre
travail, de nos luttes et
des générations qui nous
ont précédés.**

Près de 40 ans à l'Office



***MERCI
Vivianne !***

Des menaces pour l'avenir

- Les financements, les gaspillages financiers,....
- Le développement du clientélisme, la remise en cause d'un des principes fondamentaux du service public qu'est l'égalité de traitement

Des défis à relever

- Répondre aux milliers de demandes de logement
 - Assurer un service de qualité aux locataires
 - Travailler dans de bonnes conditions et rémunérés correctement



Poursuivons cette histoire en restant unis et solidaires pour :

- **agir contre le désengagement de l'Etat et des collectivités afin d'avoir les moyens nécessaires pour mettre en œuvre le droit au logement de qualité, pour tous, à un prix abordable.**
- **exercer notre mission dans de bonnes conditions et obtenir une meilleure reconnaissance du travail accompli et une revalorisation des salaires**

A suivre



***A chacun d'entre
nous d'écrire les
prochaines pages
de cette histoire***